

PRÉFECTURE DE L'ISÈRE

DIRECTION DES ACTIONS DE L'ETAT

ENVIRONNEMENT

GRENOBLE, LE

AFFAIRE SUIVIE PAR : D BRUNIAUX
TEL. 04.76.60.33.25

Dossier n° 27707

ARRETE N° 2001-11459

LE PREFET DE L'ISERE,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code de l'Environnement (partie législative) annexé à l'Ordonnance n° 2000-914, du 18 septembre 2000, notamment son Livre V, Titre 1^{er} (I.C.P.E.) ;

VU la loi n° 64-1245, du 16 décembre 1964, relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution, modifiée ;

VU la loi n° 92-3, du 3 janvier 1992, dite « loi sur l'eau », modifiée ;

VU le décret n° 53.578 du 20 mai 1953, modifié ;

VU le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977, modifié ;

VU le dossier présenté le 24 janvier et complété le 02 février 2001, par la société SIRP (Société Industrielle de Récupération de Produits) en vue d'être autorisée à exploiter un établissement de récupération de vieux papiers, au lieu dit « les Molies » à Varcès Allières et Risset.

VU l'avis de l'Inspecteur des Installations Classées, en date du 27 février 2001 ;

VU l'arrêté d'ouverture d'enquête n° 2001-2192 du 28 mars 2001 ;

VU l'arrêté n° 2001-7124 du 10 septembre 2001 prorogeant le délai d'instruction de la demande formulée par la société SIRP, de trois mois à compter du 21 septembre 2001 ;

VU le procès-verbal de l'enquête publique ouverte le 02 mai et close le 1^{er} juin 2001, les déclarations y consignées et les certificats d'affichage ;

VU l'avis de M. Georges REAL, Commissaire-Enquêteur, en date du 15 juin 2001 ;

VU les avis des Conseils Municipaux de Claix et de Varcès, Allières et Risset ;

VU l'avis du Directeur Régional de l'Environnement, en date du 26 mars 2001 ;

VU l'avis du Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la formation Professionnelle, en date du 02 mai 2001 ;

VU l'avis du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, en date du 09 mai 2001 ;

VU l'avis du Chef de la Mission Interservices de l'Eau, en date du 09 mai 2001 ;

VU l'avis du Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours, en date du 30 mai 2001, complété le 16 août 2001 ;

VU l'avis du Directeur Départemental de l'Equipeement, en date du 19 juin 2001 ;

VU l'avis du Directeur Départemental des affaires Sanitaires et Sociales, en date du 22 juin 2001 ;

VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées, en date du 12 octobre 2001 ;

VU la lettre, en date du 08 novembre 2001 invitant le demandeur à se faire entendre par le Conseil Départemental d'Hygiène et lui communiquant les propositions de l'Inspecteur des Installations Classées ;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène, en date du 20 novembre 2001 ;

VU la lettre, en date du 29 novembre 2001 communiquant au requérant le projet d'arrêté statuant sur sa demande ;

VU la réponse du pétitionnaire, en date du 03 décembre 2001 ;

CONSIDERANT que l'établissement projeté est soumis à autorisation pour l'activité de dépôt de papiers usés ou souillés visée sous le n° 329 de la nomenclature des installations classées ;

CONSIDERANT que toutes mesures sont prises, d'une part pour limiter les nuisances sonores dues à la circulation des poids lourds et au fonctionnement d'une presse hydraulique, et d'autre part pour éviter tout envol de poussières et papiers ;

CONSIDERANT que les risques d'incendie, les rejets d'eau et l'élimination des déchets, liés au fonctionnement de l'établissement, sont pris en charge par l'exploitant de manière satisfaisante pour la préservation de l'environnement ;

CONSIDERANT que le dossier présenté par le pétitionnaire et les prescriptions techniques ci-jointes sont de nature à garantir les intérêts visés à l'article 511-1 du Code de l'Environnement ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère ;

A R R E T E

ARTICLE 1er – La société SIRP (Société Industrielle de Récupération de Produits) est autorisée à exploiter un établissement de récupération de vieux papiers (activité répertoriée sous le n° 329 de la nomenclature des Installations Classées), au lieu dit « les Molies » à Varcès Allières et Risset, ceci sous réserve du strict respect des prescriptions particulières ci-annexées.

ARTICLE 2 - L'exploitant devra, en outre, se conformer strictement aux dispositions édictées par le Livre II du Code du travail et aux décrets réglementaires et arrêtés pris pour son application dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs, notamment au décret du 10 juillet 1913 visant les mesures générales de protection et de salubrité.

ARTICLE 3 - L'établissement projeté devra être ouvert dans le délai de trois années à partir de la notification. Dans le cas contraire, le permissionnaire en avisera le Préfet, par lettre recommandée, en indiquant, le cas échéant, les raisons de force majeure qui seraient de nature à expliquer ce retard. Il en sera de même s'il veut reprendre son exploitation après une interruption de deux années consécutives.

ARTICLE 4 - Conformément aux dispositions de l'article 18 du décret du 21 septembre 1977 susvisé, des prescriptions additionnelles pourront être prescrites par arrêtés complémentaires pris sur proposition de l'Inspection des Installations Classées et après avis du Conseil Départemental d'Hygiène.

ARTICLE 5 - La présente autorisation ne dispense pas le bénéficiaire de satisfaire, le cas échéant, aux prescriptions de la réglementation en vigueur en matière de voirie et de permis de construire.

ARTICLE 6 - L'exploitant devra déclarer sans délai les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui seraient de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 7 - Conformément aux dispositions de l'article 20 du décret du 21 septembre 1977 susvisé, tout exercice d'une activité nouvelle classée, toute transformation, toute extension de l'exploitation devra, avant sa réalisation, être porté à la connaissance du Préfet avec tous ses éléments d'appréciation.

Tout transfert dans un autre emplacement, d'une installation soumise à autorisation, devra faire l'objet d'une demande préalable au Préfet. De même, en cas de cessation d'activité, l'exploitant est tenu d'en faire la déclaration au moins un mois avant celle-ci, au Préfet de l'Isère, Bureau de l'Environnement.

ARTICLE 8 - Un extrait du présent arrêté sera tenu à la disposition de tout intéressé et sera affiché à la porte de la mairie de Varcès, Allières et Risset pendant une durée minimum d'un mois.

Le même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

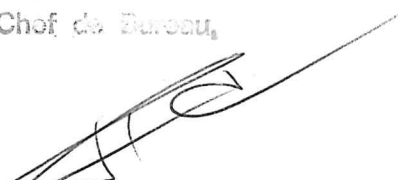
Un avis sera inséré, par les soins du Préfet de l'Isère et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 9 - En application de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement, cet arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif de Grenoble, d'une part par l'exploitant ou le demandeur dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'autre part par les tiers dans un délai de quatre ans à compter de sa publication ou de son affichage, ce dernier délai étant le cas échéant prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

ARTICLE 10 - Le présent arrêté doit être conservé et présenté à toute réquisition.

ARTICLE 11 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère, le Maire de Varcès, Allières et Risset, et l'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SIRP.

POUR AMPLIATION
Le Chef de Bureau,


Fabienne GUITARD

FAIT à GRENoble, le 31 DEC. 2011

LE PREFET

Pour le Préfet
et par délégation :
Le Secrétaire Général,

 Claude MOREL